



N° 47 Mai - Mei 2011

### **Een kom soep**

Een waar gebeurd verhaal in een Zwitsers zelfbedieningsrestaurant.

Een bejaarde dame gaat aan een tafeltje zitten met een dampende kom soep op haar dienblad. Dan merkt ze dat ze vergeten is een lepel mee te nemen en gaat er een halen. Maar wat een verrassing als ze terugkomt: er zit een zwarte man op haar plaats! Hij lepelt met plezier de soep naar binnen. "Wat een lef!", denkt de dame. "Hij ziet er best vriendelijk uit, maar ik ga me toch niet laten doen." Ze gaat tegenover hem zitten en trekt de kom met soep naar zich toe. Ze stopt haar lepel erin en begint te eten. De zwarte man trekt de kom met soep weer een beetje dichterbij naar zich toe, zodat de soep nu in het midden tussen hen beiden staat. Zwijgend eten ze allebei van de soep. Daarna staat de zwarte man rechtop, doet teken dat de dame moet blijven zitten, en haalt een grote portie frieten met twee vorken. De dame glimlacht en samen verorberen ze de frieten. Dan zegt de zwarte 'dank u wel' en gaat weg. Ook de dame wil verdergaan. Ze reikt naar haar handtas die ze aan de stoelleuning had gehangen, maar merkt tot haar schrik dat haar handtas weg is. Die zwarte was dus een dief... Ze kijkt of ze hem nog kan vinden tussen de mensen, maar ziet dan opeens iets waarvan ze nog veel meer schrikt. Twee tafeltjes verderop, aan precies hetzelfde raam als waar ze nu zit, hangt haar handtas aan een stoel. Op het tafeltje ervoor staat een kom met soep, die niet meer damppt...

*(Uit: Warme woorden, Averbode, 2002)*

## **AGENDA EUROPÉEN : les fêtes chrétiennes seront dans l'édition 2011-2012**

Christine Boutin était le 20 avril à Bruxelles pour rencontrer John Dalli, le Commissaire européen en charge de l'agenda *Europa Diary* qui avait fait scandale en janvier dernier.

Dans cet agenda, distribué à trois millions d'exemplaires par la Commission européenne, figuraient de nombreuses fêtes religieuses, à l'exception des fêtes chrétiennes. La pétition lancée par le Parti Chrétien-Démocrate a récolté dans toute l'Europe plus de 54 000 signatures en quelques semaines, obligeant José Manuel Barroso à prendre des mesures pour stopper la diffusion de l'agenda en question et faire effectuer un rectificatif.

Christine Boutin, Présidente du Parti Chrétien-Démocrate, a donc remis solennellement la liste des signataires au Commissaire John Dalli. Celui-ci a réaffirmé son engagement à faire figurer les fêtes chrétiennes dans la prochaine édition de l'agenda.

John Dalli a aussi réaffirmé nettement que l'Europe doit se retrouver : « *Si nous perdons nos valeurs, nous perdons notre vision.* »

## FINANCES

### **ÉPARGNANTS IGNORANTS ?**

*Mon argent dort-il dans un coffre à la banque ? Quatre Belges sur dix n'en savent rien. 80% ignorent si leur argent finance la production d'armes.*

#### **Le rendement d'abord...**

Une étude en ligne réalisée à la demande de la Banque Triodos auprès de 1.050 épargnants démontre que bon nombre de Belges ne connaissent pas les mécanismes financiers de base (57 % avouent tout bonnement ne pas savoir si la banque investit leur épargne en Bourse). Si les Belges estiment que leur banque ne leur fournit pas d'informations claires sur les produits, ils (69%) affirment en même temps être tout d'abord intéressés par la seule question du rendement de leur épargne. S'assurer que leur banque offre un meilleur taux que les autres banques est la deuxième priorité.

#### **...L'éthique ensuite !**

Les questions sur l'utilisation de l'argent et le type de projets financés viennent ensuite. Par ailleurs, seul un épargnant sur trois est prêt à changer de banque s'il apprend qu'elle finance l'industrie de l'armement, contre un épargnant sur cinq prêt à changer de banque s'il apprend que celle-ci finance des projets polluants. La prise de conscience du grand public par rapport à l'utilisation de son épargne est donc présente mais reste marginale. Des résultats qui en disent long sur les besoins en matière d'information indépendante et d'éducation financière en Belgique.

*Financité.be Dépêche 168*

## **LA SOCIÉTÉ CIVILE INVESTIT LA FINANCE**

*Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la lutte contre la toute puissance des lobbies financiers en Europe. Le 9 avril, 30 organisations issues de la société civile (syndicats, ONG, associations de consommateurs) ont officialisé la création de Finance Watch, un groupe de pression luttant pour plus de démocratie dans l'expertise financière.*

#### **Un poids dans la balance**

Ce n'est un secret pour personne, l'industrie financière investit massivement dans son lobby. Si bien que tous les jours, des dizaines de représentants du monde bancaire parcourent les couloirs du Parlement européen pour y rencontrer les élus et leur soumettre le point de vue de l'industrie financière. Une situation qui engendre un déficit démocratique dans les prises de décision politiques en matière financière. C'est pourquoi 22 eurodéputés avaient lancé en juin 2010 un appel à la société civile qui se concrétise aujourd'hui par la création de Finance Watch. Désormais, même si le déséquilibre reste très grand, la société civile pourra faire entendre son point de vue.

## **Les banques n'ont qu'à bien se tenir**

Finance Watch, dont le Réseau Financement Alternatif est membre, aura trois missions : développer une contre-expertise en matière financière, excercer un contre-lobby pour ne pas laisser le monopole à l'industrie financière, et faire vivre le débat public au moyen de campagnes de communication. Soutenu par la Commission européenne, Finance Watch sera totalement indépendant des députés européens qui ont été à l'origine de sa création. Sa première assemblée générale est prévue pour juin. Finance Watch compte sur un budget de fonctionnement de 2 millions d'euros par an, alimenté par les citoyens, les associations, des fondations privées et la Commission européenne. *Financité.be Dépêche 161 (14-04-2011)*

## **DE WERELD HEEFT NOOD AAN ONTWIKKELING, NIET AAN MILITAIRE UITGAVEN**

1630 miljard dollar. 1630.000.000.000 dollar. Dit reusachtige bedrag werd volgens het *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) in 2010 wereldwijd door staten uitgegeven voor militaire doeleinden. Het record uit 2009, toen de militaire uitgaven afklokten op een nooit geziene 1530 miljard dollar, is zo al achterhaald.

In een wereld die geplaagd wordt door een wereldwijde economische crisis, die dringend werk moet maken van duurzame investeringen in alternatieve energiebevoorrading en waar werkloosheid en stijgende voedselprijzen om zich heen grijpen, blijven de budgetten die gereserveerd worden voor militaire doeleinden jaar na jaar toenemen: sinds 2001 stegen de wereldwijde militaire uitgaven met 50 percent. Om het aanschouwelijk te maken: in 2010 werd voor elk van de 7 miljard bewoners van deze planeet 232 dollar besteed, bestemd voor militaire doeleinden. Tezelfdertijd moeten drie miljard mensen rondkomen met minder dan 2,5 dollar per dag. *Pax Christi Vlaanderen tgv Global Day of Action on Military Spending (12 april)*

## **LA FORCE DES PÉTITIONS : la cas d'AVAAZ**

Chers ami(e)s, **Avaaaz est déchaînée.** Notre activité, notre croissance et nos victoires se font à un rythme intensif! **Découvrez les grands moments de ces derniers mois** - ce que nous bâtissons et accomplissons ensemble est incroyable. (*ndlr. Vous, nos confrères lecteurs, vous avez pu participer à certaines des pétitions mentionnées ci-dessous*)

**Nous sommes désormais plus de 8,2 millions**, et chaque semaine 100 000 nouveaux membres nous rejoignent! Il y a deux semaines, 650 000 Indiens se sont joints à notre campagne en faveur d'un nouveau projet de loi anti-corruption d'envergure, et nous avons gagné !! Nous **remportons chaque mois de grandes victoires** - en luttant contre la corruption politique en Italie, la corruption des médias au Royaume-Uni et au Canada, la destruction de l'environnement au Brésil, et plus encore. Et au Moyen-Orient, de courageux activistes pro-démocratie reçoivent du matériel de secours et de communication essentiel, financé par des dons provenant de près de 30000 d'entre nous.

Des révolutions populaires au Moyen-Orient aux mouvements nationaux de lutte contre la corruption, vous pouvez le sentir et le constater partout aujourd'hui - **la démocratie est en marche, et ensemble, nous en battons le tambour.** La presse parle de nous dans des centaines d'articles, dont une double page de 2 000 mots dans le Times de Londres qui nous

appelle "**L'une des nouvelles voix les plus influentes sur la scène internationale**". Voici ci-dessous un bref résumé de ce qui s'est passé ces derniers mois dans notre extraordinaire communauté de citoyens... (ndlr. nous ne retenons que quelques exemples donnés dans le document)

## **LES GRANDES CAMPAGNES RÉCENTES**

**Une campagne anti-corruption explose en Inde :** M. Hazare, un activiste indien de 73 ans, a déclaré qu'il ferait un jeûne à mort jusqu'à ce que le gouvernement accepte de laisser la société civile rédiger un projet de loi anti-corruption d'envergure. **En 36 heures à peine, 500 000 Indiens – chiffre sans précédent – se sont joints à la campagne d'Avaaz** pour soutenir l'appel d'Hazare à une réforme radicale. En quatre jours, le tollé général a forcé le gouvernement indien à signer un accord écrit acceptant toutes les demandes d'Hazare! **Nous avons gagné!**

**Mettre fin au black-out au Moyen-Orient :** Financée par les dons de près de 30 000 membres d'Avaaz, une équipe d'Avaaz travaille en étroite collaboration avec les leaders des mouvements pro-démocratie en Syrie, au Yémen, en Libye et ailleurs, afin de leur fournir des téléphones ultramodernes et des modems internet fonctionnant par satellite, de les connecter aux plus grands organes de presse du monde et de leur prodiguer des conseils en matière de communication. Nous avons pu voir la force d'un tel engagement -- à tel point que notre soutien aux activistes a généré **tout un cycle d'informations mondiales fait de vidéos et d'entretiens avec des témoins que notre équipe aide à distribuer à CNN, à la BBC, à Al Jazeera et à d'autres.**

### **Victoire colossale dans le dossier des Hôtels Hilton contre le trafic sexuel :**

24 heures après que 317 000 membres d'Avaaz aient appelé le PDG de Hilton à signer un code de conduite contre le trafic sexuel, sous peine de s'exposer à une campagne publicitaire coup de poing dans sa ville natale, nous avons reçu un appel désespéré de sa vice-présidente. "Mais qu'est-ce que vous allez faire?" a-t-elle demandé. Hilton faisait traîner les choses depuis des mois. Nous leur avons donné quatre jours et ils ont signé. Désormais, 180 000 employés vont être formés pour apprendre à signaler et à empêcher l'horreur de l'esclavage sexuel des femmes et des filles.

**Un massacre évité en Libye – un million de messages au Conseil de sécurité des Nations Unies :** Nos messages réclamaient des sanctions, un gel des avoirs et une zone d'exclusion aérienne imposée par la communauté internationale pour protéger les civils en Libye. Nous nous sommes fait entendre: l'Ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, l'un des derniers à soutenir la motion, **nous a remerciés publiquement pour nos messages.** L'action internationale a commencé au moment-même où les tanks de Kadhafi encerclaient la ville de Benghazi tenue par les insurgés.

**Brésil : empêcher la construction d'un immense barrage qui détruirait l'Amazonie :** Le projet de construction d'un barrage à Belo Monte, une catastrophe environnementale prévisible, a été reporté - grâce en partie à la **remise spectaculaire par des tribus autochtones d'une pétition de plus de 600 000 signatures** de membres d'Avaaz du Brésil et du monde entier. L'Organisation des Etats Américains s'est désormais jointe à ceux qui s'opposent à ce barrage, disant qu'il viole les droits humains - et l'objectif est désormais d'annuler ce projet et de se concentrer au contraire sur des énergies propres et renouvelables.

**Un million de personnes pour sauver les abeilles** : Plus d'un million de personnes, dont 200 000 en France, ont signé une pétition explosive pour faire interdire les insecticides qui tuent les abeilles en masse partout dans le monde. Accompagnées par une équipe d'apiculteurs français, les membres d'Avaaz ont remis la pétition au Ministre français de l'Agriculture au cours d'un long entretien et à la veille du Salon de l'Agriculture. La campagne se poursuit et fait monter la pression en France, dans l'Union Européenne et ailleurs dans le monde pour que des mesures soient prises.

**Solidarité planétaire pour l'Egypte** : Aux heures les plus sombres de leur lutte contre Moubarak, les Egyptiens ont déclaré au monde qu'ils avaient besoin de sa solidarité - et les membres d'Avaaz ont répondu à leur appel. **600 000 d'entre nous partout dans le monde ont signé des messages de soutien** transmis par Al Jazeera directement sur la place Tahrir - soutenant ainsi un mouvement nourri par l'espoir, même dans les moments les plus sombres et les plus incertains.

### **Les milliards de Moubarak gelés :**

Quand Moubarak a quitté le pouvoir en Egypte, il a essayé d'emporter la fortune amassée pendant sa dictature - mais en quelques jours, plus d'un demi-million d'entre nous ont envoyé une pétition aux ministres des finances du G20 pour qu'ils gèlent immédiatement ses milliards, présentant le message sous forme d'une "pyramide de protestation" en face de la Tour Eiffel, pendant la réunion des ministres à Paris. Au cours des semaines suivantes, l'Union Européenne et d'autres pays du monde ont accepté de geler les avoirs de Moubarak et de ses principaux conseillers.



### **Sous pression, l'Afrique du Sud commence à s'attaquer au "viol correctif" :**

Lorsqu'un groupe local en Afrique du Sud a lancé une pétition exigeant du gouvernement qu'il aborde la question du "viol correctif" - la pandémie écœurante de viols de lesbiennes visant à les rendre hétérosexuelles - il n'a, dans un premier temps, suscité aucune réponse. Mais **lorsque cette pétition a atteint 170 000 signatures, le gouvernement en a pris note** - et aujourd'hui, alors que près d'un million d'entre nous ont signé et que les médias accordent une grande attention à ce phénomène, la pression en faveur de véritables mesures devient incontournable.

**Uganda Gay Death Penalty** : le vendredi 13 mai, le Parlement réuni en session extraordinaire, a rejeté le projet de loi qui voulait introduire la peine de mort pour homosexualité. 1,6 millions de signatures, des dizaines de milliers de coup de téléphones, des centaines d'articles dans les médias ont eu raison de la loi! "*We won!*"

### **Et tout ça est financé à 100% par les membres d'Avaaz partout dans le monde**

Toutes ces campagnes montrent ce que peut accomplir le pouvoir citoyen et tout ce que l'on peut obtenir lorsque nous agissons ensemble pour faire ce qui est juste. Et **toutes ces actions sont entièrement financées par de petits dons des membres d'Avaaz**, dont 250 000 d'entre nous qui ont fait des dons aux campagnes d'Avaaz et 10 000 d'entre nous qui donnons quelques euros ou dollars chaque semaine ou chaque mois pour couvrir les dépenses. Grâce à ces petits dons, Avaaz n'a pas à rendre compte à des entreprises, à d'importants donateurs

privés ou à des gouvernements. Au lieu de cela, Avaaz n'est redevable qu'à ses membres, et à tous nos rêves d'un monde meilleur.

Avec espoir et une très grande appréciation pour les services que chaque personne rend à cette communauté étonnante

*Tous les bénévoles, traducteurs et tous les membres de l'équipe d'Avaaz.*

### **Allemagne : Un procès pour crimes de guerre commis en RD Congo fait figure de précurseur**

Le procès de deux chefs rebelles rwandais arrêtés en Allemagne pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité présumés avoir été commis en République démocratique du Congo sert d'avertissement à tous les individus soupçonnés de crimes de guerre qu'ils risquent d'être rattrapés par la justice où qu'il soient dans le monde, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui.

Le 4 mai 2011, les juges d'un tribunal allemand de Stuttgart commenceront à entendre les éléments de preuve à charge d'Ignace Murwanashyaka et de Straton Musoni, respectivement président et vice-président des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Les FDLR constituent un groupe armé composé principalement de Hutus rwandais et opérant sous divers noms, dans l'est de la RD Congo, depuis 1994. « Le procès de Murwanashyaka et de Musoni est une puissante démonstration du rôle déterminant que peuvent jouer les tribunaux dans la lutte contre l'impunité, même si ces cours sont situées à des milliers de kilomètres de l'endroit où se sont produites les atrocités », a relevé Géraldine Mattioli-Zeltner, directrice de plaidoyer au programme de justice internationale de *Human Rights Watch*. « Les autorités allemandes ont franchi un pas important en remplissant leur obligation légale de réprimer ces crimes effroyables. »

Les deux hommes ont été arrêtés le 17 novembre 2009 en Allemagne, où ils vivaient depuis plusieurs années. Ils sont inculpés de 26 chefs de crimes contre l'humanité et de 39 chefs de crimes de guerre qui auraient été perpétrés par les troupes FDLR sur le territoire congolais entre janvier 2008 et novembre 2009. Ces chefs d'accusation ont été portés à leur encontre en vertu du Code allemand sur les crimes violant le droit international (CCVDI). Les deux hommes sont également accusés d'appartenance à un groupe terroriste.

### **VAREN VOOR VREDE**

ANTWERPEN : Onder een heerlijke lentezon verzamelden woensdag 4 mei enkele honderden jongeren aan het Bonapartedok in Antwerpen. In ploegen van zes namen ze het tegen elkaar op in een originele roeiwedstrijd. Iedere ploeg was interreligieus samengesteld. Moslims, joden, christenen en jongeren met nog andere levensovertuigingen bemanden dezelfde boot: een levende metafoor voor de geglobaliseerde wereld van vandaag. Varen voor Vrede' heette dit unieke evenement, een organisatie van de Gemeenschap van Sant'Egidio, die zich inzet voor de vrede en het samenleven.

De wedstrijd werd op gang geblazen door burgemeester Patrick Janssens en door een team van religieuze leiders, die samen een rondje op het dok roeiden. Onder hen Mgr. Johan Bonny, bisschop van Antwerpen.

Tijdens de wedstrijd was er voor de deelnemers ruimschoots de tijd om elkaar te ontmoeten en te verbreederen, zowel binnen het team als tussen de ploegen onderling. "Tot nu toe kende ik geen Joodse mensen," vertelde de Marokkaanse Naoual Bemmaamar (19), "vandaag heb ik er twee leren kennen." (RKnieuws.net)

## **POLITIQUE INTERNATIONALE ET DROITS DE L'HOMME**

### **'Bombardementen op Libië immoreel'**

TRIPOLI - 'Het is mijn plicht te zeggen dat de bombardementen op Libië immoreel zijn'. Dat heeft Mgr. Giovanni Innocenzo Martinelli, apostolisch vicaris van Tripoli, vrijdag aan het Vaticaanse persagentschap Fides verklaard.

'Ik ben verrast door de verklaringen dat ik me enkel met spirituele aangelegenheden mag inlaten en dat de VN de bombardementen heeft toegestaan. Dit betekent nog niet dat de VN, de Nato of de Europese Unie de morele autoriteit hebben om te beslissen tot bombarderen over te gaan', aldus de prelaat. 'Ik wil beslist niet interfereren met de politieke actie van wie dan ook maar het is mijn plicht te stellen dat de bombardementen immoreel zijn', zegt Mgr. Martinelli.

'Bombarderen is steeds een immorele daad. Ik respecteer de VN en de Nato maar ik kan niet anders dan herhalen dat de oorlog immoreel is. Indien er ergens schendingen van de mensenrechten zijn, mag ik niet dezelfde methodes gebruiken om die te doen ophouden. Als christen moet ik mijn toevlucht nemen tot vreedzame methodes. Op de eerste plaats moet ik de dialoog aangaan', zegt de apostolische vicaris. 'De methode om problemen op te lossen bestaat niet in oorlog voeren of in het opleggen van embargo's maar in de diplomatieke dialoog', besluit Mgr. Martinelli.

*RKnieuws.net 7 mei 2011*

Ndlr. Paus Benedictus XVI heeft zondag 15 mei, een vredesoproep gericht tot de partijen die betrokken zijn bij het conflict in Libië. Hij riep op tot dialoog en onderhandelingen. De internationale organisaties moeten bijdragen tot een vreedzame oplossing van het conflict, aldus de paus.

### **License to kill ?**

Ook zij die de moord op Osama bin Laden goedkeuren zullen niet ontkennen dat de Amerikaanse actie illegaal was, strijdig met het strafrecht en het volkenrecht. Nood breekt misschien wet, maar de buitengerechtigde executie roept akelige vragen op.

Hoe slecht moet een mens zijn om ongestraft te worden vermoord? Belangrijker nog, wie beslist daarover en op welke basis? Waarom zouden andere landen en regimes, in de woorden van CIA-baas Leon Panette, geen *full authority to kill* kunnen geven om tegenstanders uit te schakelen?

In de Rwandese regimekrant *The New Times* verscheen op 4 mei een artikel onder de titel "Osama bin Laden's lesson for local terrorists". Dat geeft stichtende lectuur over de

interpretatie die door brutale dictaturen wordt gegeven aan de operatie in Abbottabad. Ik citeer letterlijk: 'In Rwanda we have our own criminals and terrorists sheltering in foreign countries. What has happened to Osama bin Laden should serve as notice to them that they cannot hide forever. Justice, *in whatever form*, will catch up with them' (*cursivering door de auteur*).

Het artikel geeft dan een lijst met de namen van een aantal politieke opposanten die voor het gemak 'terroristen' worden genoemd. Die opposanten zullen 'soon find out that the jungles of foreign countries and villas in upmarket areas of foreign capitals are not very safe. They can run and hide, but will run out of options and then their actions will catch up with them'.

Het Rwandese regime heeft in het verleden al politieke tegenstanders vermoord in het buitenland, maar vindt nu blijkbaar dat het het recht heeft om dit te doen. Het volstaat in zijn ogen een opposant te bestempelen als terrorist om een *authority to kill* uit te vaardigen.

Omdat ik met Midden-Afrika bezig ben zie ik hoe de affaire-Osama wordt geïnterpreteerd in Rwanda, maar ik heb er geen twijfel over dat er nog plaatsen zijn elders in Afrika en de wereld waar net zo wordt geredeneerd: als de Amerikanen dat mogen, waarom wij niet? De vraag is niet eens onterecht.

Dat de wereld na de uitschakeling van Osama bin Laden een veiligere plaats is, zeker voor opposanten van genadeloze regimes, is allesbehalve zeker.

**Filip Reyntjens** (docent recht en politiek in het Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en –beheer van de Universiteit Antwerpen)

## **LE VATICAN FAIT SON ENTRÉE DANS LE RAPPORT D'AMNESTY**

Le Vatican a manqué à ses obligations internationales vis-à-vis de la protection de l'enfance, dans les affaires d'abus sexuels sur des mineurs commis par des prêtres, estime le rapport annuel d'Amnesty International publié vendredi 13 mai et qui a consacré pour la première fois un chapitre spécifique au Vatican, selon une porte-parole. L'ONG mentionne les "*preuves croissantes d'abus sexuels concernant des enfants commis par des membres du clergé ces dernières décennies et l'incapacité persistante de l'Eglise catholique à faire face à ces crimes de manière appropriée*". L'Eglise a renforcé la loi canonique sur le sujet, mais cette dernière "*ne comporte pas d'obligation pour les autorités ecclésiastiques d'informer les autorités civiles en vue d'une enquête criminelle*", observe l'ONG (1). "*Le secret est obligatoire pendant la procédure*" relève-t-elle en outre. (AFP, in *La Libre Belgique* du 14-15 mai 2011)

(1) Ndlr. Au moment où ce rapport fut rédigé, Amnesty ne connaissait pas encore la Lettre circulaire de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi "*pour aider les Conférences épiscopales à établir des Directives pour le traitement des cas d'abus sexuel commis par des clercs à l'égard de mineurs*", publié le 3 mai 2011.